



Liminaire commune CTL du 27 mai 2014

Les agents de la DDFIP du Morbihan condamnent la démarche stratégique et exigent son abandon.

Une nouvelle fois notre administration et ses agents sont une cible majeure de la politique d'austérité gouvernementale mise en œuvre sur injonction des institutions européennes.

Cette politique d'austérité qui ravage l'Europe et ses peuples dans l'unique but de satisfaire les appétits financiers des actionnaires et du patronat prend à la DGFIP le nom de démarche stratégique. Placée sous le joug de la modernisation de l'action publique (MAP), elle fait l'objet d'une impulsion vigoureuse de la part du Directeur général qui entend faire rentrer les syndicats dans le moule de ses projets régressifs.

Or, la démarche stratégique c'est :

- ◆ la poursuite et l'amplification des suppressions d'emplois, 1988 suppressions pour 2014,
- ◆ les regroupements de services afin de faire des économies d'échelle sans la moindre préoccupation des attentes des usagers, des impératifs de justice fiscale et de lutte contre la fraude,
- ◆ la ré-internalisation de services publics découragée (services de l'eau par exemple) au motif d'économies budgétaires,
- ◆ le projet affirmé de se débarrasser de certaines missions comme la gestion des organismes HLM, la tenue du plan cadastral ou les évaluations domaniales,
- ◆ la remise en cause des garanties nationales des personnels et plus particulièrement celles liées au droit à mutation, le but étant de laisser les directeurs locaux disposer des agents en fonction des contraintes des services liées à la poursuite des suppressions d'emplois. In fine c'est la déconcentration de la gestion des agents qui est à l'ordre du jour,
- ◆ la réduction drastique des moyens de fonctionnement,
- ◆ la volonté affirmée d'aller vers le « tout numérique » comme instrument de la virtualisation de toute une administration,
- ◆ la réduction des plans de qualifications qui s'ajoute au blocage de nos rémunérations...

Pour nous, agents de la DGFIP, il ne saurait être question d'accepter et encore moins de participer à cette œuvre de régression sociale généralisée.

Pour notre service public comme pour ses agents dont les conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader, des négociations sur nos revendications doivent s'ouvrir, ancrées sur un état des lieux de la fusion que les syndicats réclament à la Direction générale depuis des mois.

Par cette motion-pétition que nous vous remettons ce jour, nous entendons vous indiquer notre volonté et notre détermination à agir pour un changement de cap à la DGFIP.

Nous déclarons d'ores et déjà notre totale opposition à la fermeture de la Trésorerie de PLUVIGNER comme nous avons déjà condamné celle de JOSSELIN. Nous combattons tous les projets non encore dévoilés qui contribueront à faire reculer le service public dans notre département et supprimeront des emplois.

Nous vous remettons les pétitions signées par les agents du département.